

## Éditorial

### Passer à la vitesse supérieure

**L**es pays de l'OCDE semblent devoir connaître une reprise modérée et difficile, mais néanmoins fort appréciable. Cette perspective, loin d'être évidente il y a un an, s'explique en grande partie par les mesures monétaires, budgétaires et financières que les dirigeants des pays de l'OCDE et du monde entier ont mises en œuvre au cours des dix-huit derniers mois. Cependant, la récession a laissé de profondes cicatrices qui resteront visibles pendant de nombreuses années. La crise a durablement abaissé les niveaux de vie et d'emploi et, simultanément, elle a mis en péril la viabilité des finances publiques dans beaucoup de pays de l'OCDE. Cela étant, il est encore temps de limiter ses conséquences en prenant des mesures appropriées.

Avec l'amélioration des perspectives économiques, les dirigeants doivent de plus en plus s'employer à mettre un terme à quelques-unes des initiatives exceptionnelles qu'ils ont prises dans un contexte de crise, tout en maintenant d'autres mesures ou en les renforçant, en lançant de nouvelles réformes et en se gardant de céder à des tentations protectionnistes ou malthusiennes en ce qui concerne le commerce international et le marché du travail. Parmi les mesures qui pourraient être progressivement abandonnées, figurent le soutien public exceptionnel apporté au secteur de l'automobile et à d'autres secteurs, le financement public de grands travaux et l'augmentation du niveau et / ou de la durée des allocations de chômage à l'occasion de la crise dans les pays où celles-ci étaient déjà relativement généreuses. En revanche, les efforts de réforme pourraient être intensifiés concernant la réduction des réglementations anticoncurrentielles sur les marchés de produits, afin de stimuler l'activité et la création d'emplois, l'utilisation accrue de mécanismes de prix pour promouvoir une croissance verte et les politiques actives du marché du travail, qui devront apporter à la forte augmentation récente et prévisible du chômage des réponses plus satisfaisantes que lors des récessions précédentes. Il semble également justifié de maintenir les avantages fiscaux récemment consentis en faveur de la R-D privée et les réductions ciblées de certains impôts sur les revenus du travail afin de soutenir la croissance à long terme, mais seulement dans les cas où ces mesures peuvent être financées. En effet, l'une des tâches les plus ardues auxquelles la plupart des pays de l'OCDE devront s'atteler dans les années à venir sera de rétablir la viabilité des finances publiques. Pour y parvenir tout en préservant la croissance à long terme, il faudra réaliser des gains d'efficacité sur les dépenses, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, et éviter d'alourdir sensiblement les impôts dommageables frappant les revenus du travail et le capital. Ces questions ont déjà été abordées dans les précédentes éditions d'Objectif croissance.

Les choses se sont relativement bien passées jusqu'ici. Les pays de l'OCDE ont évité les graves erreurs qu'ils avaient commis es lors de précédentes crises sur le plan de la politique structurelle, comme la spirale protectionniste des années 30 ou les malencontreuses politiques du marché du travail adoptées dans les années 70. En fait, comme le constate le premier chapitre de la présente édition d'Objectif croissance, conformément aux recommandations de l'année passée, nombre des mesures prises dans les domaines de la R-D, des infrastructures, de la réduction de l'imposition des

revenus du travail et des politiques actives du marché du travail contribueront à limiter les effets négatifs à long terme de la crise sur le bien-être.

Cela étant, il faut se garder de tout triomphalisme. Une analyse approfondie des progrès accomplis dans la mise en œuvre de réformes dans les pays de l'OCDE au cours des cinq dernières années (chapitre 2) révèle que celles-ci sont plus progressives que radicales et qu'elles remédient rarement aux problèmes les plus épineux. Il n'est pas du tout certain que les réformes structurelles se soient accélérées depuis le début de la crise, car les responsables se sont naturellement concentrés sur les questions les plus pressantes sur le plan macroéconomique. Cependant, le plus fort de la crise étant passé, le temps est venu de passer de la gestion de la crise à une accélération de la reprise et à la préparation d'un avenir économique plus viable et plus juste. Dans cet esprit, les notes par pays figurant dans la présente édition d'Objectif croissance (chapitre 3) mettent en relief, pour chaque pays de l'OCDE, les mesures auxquelles il conviendrait d'accorder la plus haute priorité dans les circonstances actuelles.

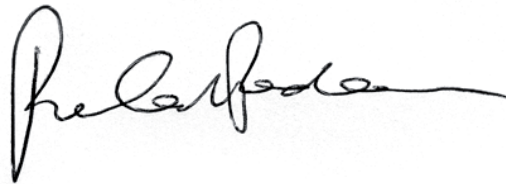
Les réformes structurelles touchant les marchés financiers, les marchés de produits et les marchés du travail en font incontestablement partie. Cela ne fait aucun doute en ce qui concerne la réglementation des marchés financiers, dont les insuffisances ont été l'une des principales causes de la crise et pour laquelle la réponse à la crise soulève de nouveaux problèmes en termes d'aléa moral et de manque de concurrence. Le besoin de réformes structurelles peut sembler moins manifeste à première vue pour les marchés de produits et les marchés du travail. De fait, la crise ayant ébranlé nos convictions à l'égard de la réglementation des marchés financiers, on peut naturellement se demander si les principes prônés depuis de longues années dans ces autres domaines ne devraient pas eux aussi être remis en cause. La réponse est non en général. Aussi spectaculaires qu'ils aient été, les événements récents n'ont pas fondamentalement modifié les importants écarts de revenu par habitant observés dans la zone OCDE, que de multiples analyses empiriques imputent à l'hétérogénéité entre pays des systèmes éducatifs, des institutions du marché du travail, de la réglementation des marchés de produits ou dans la conception des systèmes fiscaux et de protection sociale, entre autres. En fait, les effets négatifs de la crise sur les niveaux de vie et les budgets publics, et dans une certaine mesure la nécessité de remédier aux déséquilibres mondiaux de balances courantes, ne font que renforcer le besoin de réforme. Cela ne signifie évidemment pas que la voie du succès soit unique; de fait, selon les pays, des arbitrages différents, mais néanmoins efficaces, sont possibles et sont souvent opérés entre les objectifs de croissance, de risque et d'équité.

Étant donné le rôle central des marchés financiers dans la genèse de la crise, les autorités de régulation de tous les pays de l'OCDE doivent intensifier leur action en faveur d'un renforcement de la réglementation de ces marchés. À cet égard, l'analyse que nous venons de mener et dont les résultats sont résumés dans le chapitre 6 apporte de nouveaux éléments positifs : en dehors de quelques domaines particuliers de réglementation, il ne semble pas y avoir de conflit entre les objectifs de stabilité et de concurrence dans le secteur bancaire. Il devrait donc être possible de renforcer les cadres de réglementation tout en préservant les avantages associés à la concurrence, en termes de prix et d'accès aux services financiers. Ce message très encourageant doit nous inciter à l'action, à un moment où les efforts de réforme menacent de se relâcher, voire de s'interrompre.

La crise ayant mis en lumière les gains disproportionnés dont les ménages aisés ont bénéficié ces dernières années, les questions de répartition des revenus et d'équité, déjà fondamentales, sont passées au premier plan. Dans nos sociétés, l'un des aspects les plus importants de l'équité est la mobilité sociale intergénérationnelle, qui promeut l'égalité des chances entre les individus et favorise la croissance en tirant le meilleur parti de l'ensemble des ressources humaines. Les recherches de l'OCDE mettent en évidence des différences considérables entre les pays à cet égard, et établissent un

lien entre ces écarts et les politiques en matière d'éducation et de redistribution des revenus (chapitre 5). Dans plusieurs pays de l'OCDE, il semble manifestement possible d'améliorer la mobilité intergénérationnelle sans coût et même avec un gain, par des réformes de l'éducation, notamment en accueillant davantage d'enfants dans l'enseignement préscolaire, en évitant une orientation trop précoce des élèves et en améliorant la mixité sociale au sein des établissements.

Enfin, la présente édition d'Objectif croissance examine pour la première fois les perspectives à long terme et les enjeux auxquels sont confrontés l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie dans leurs efforts pour rattraper les niveaux de vie des pays de l'OCDE (chapitre 7). Pris ensemble, les BIICS – avec lesquels l'OCDE a établi une relation d'engagement renforcé – ont largement contribué à la croissance mondiale pendant la crise, et ils représentent une part croissante de la production mondiale. Pour autant, en dépit d'améliorations notables du capital humain qui laissent augurer une évolution favorable de la productivité dans le futur, l'analyse met en évidence un certain nombre de domaines dans lesquels des réformes seront nécessaires pour promouvoir une croissance vigoureuse au cours de la période à venir. Avec quelques variantes suivant les pays concernés, il s'agira en particulier de mettre en place une réglementation des marchés de produits plus favorable à la concurrence, de renforcer les droits de propriété et l'exécution des contrats, d'élargir les marchés financiers et d'agir sur différents fronts pour réduire la part du secteur informel dans l'économie. Objectif croissance est un processus évolutif dont la présente édition ouvre la voie à l'intégration des pays partenaires pour l'engagement renforcé dans les prochaines éditions, ainsi que celle des pays candidats à l'adhésion.



Pier Carlo Padoan  
Secrétaire général adjoint et  
Chef Économiste, OCDE